

Objet : Conduite de nos fonctionnaires  
au plus haut niveau de l'État.

**Portée le Matin.**

**Chère Madame le Chef Adjoint, : La Provence** rue Vacon , :

J'estime utile à la **France** que ses habitants soient informés de la conduite d'agents Administratifs, qui entravent d'une manière néfaste à nos destinées.

La gravité de telles affirmations demande qu'absolument tout soit vérifié dans les moindres détails, pour qu'elles soient prises en considération. Donc je vous propose de prendre connaissance d'assez nombreuses lettres signées d'instance de trois ministères du gouvernement, et vous demande de faire preuve de bon-sens.

Vous pouvez trouver ci-jointe une copie de ma dernière lettre à Madame **Annie LHERITIER**, le Chef de Cabinet de la Présidence à l'**Élysée**, qui m'a écrit en **2 002**, quand je m'étais plaint du manque de volonté de compréhension des agents de l'état rencontrés, et elle avait fuit ses responsabilités.

Il s'agit à l'origine d'un projet peut-être complexe, mais conçu pour servir de point de départ vers une sortie de crise. Il est facile à comprendre que pour qui n'a pas l'habitude de réfléchir, une idée nouvelle qui demande de la réflexion pour être perçue ne pouvait être acceptable.

Je tiens donc à votre disposition un gros dossier pour étayer chacune de vos affirmations, si jamais vous pouviez avoir la volonté de porter votre pierre à l'édifice.

Avec l'espoir d'avoir suscité de votre intérêt, et me tenant à votre entière disposition, vous pouvez croire **Chère Madame le Chef Adjoint**, en l'assurance de ma parfaite considération pour la noblesse de votre devoir d'information, et vous prie d'agréer tout mon respect qu'il suscite.

**Richard BADO.**

PJ. : Copie de la dernière lettre à Mme Annie LHERITIER, Chef de Cabinet à la Présidence de la République.

Concerne : **Projet Back-Card.**

**Chère Madame le Chef de Cabinet, :**

Comme convenu dans mon précédent courrier, je vous informe d'une prochaine étape dans le déroulement des opérations prévues pour le lancement du **Projet Back-Card** :

La presse recevra sous-peu le dossier que vous m'avez permis de constituer, et ainsi pourra informer la **France** de la manière dont vos services empêchent, la réalisation d'une idée conçue pour faire face au défis économiques actuels pour demain, malgré cette cruelle concurrence mondiale.

Au-lieu d'assister notre Cher Président Monsieur **Jacques CHIRAC** dans la lourdeur de ses taches, vous le privez d'informations essentielles dont il pourrait faire bénéficier le pays. Notre Président exigerait avec autorité des mises en application de toute urgence par qui de droit. Ceux-ci n'ont pu agir que suivant votre modèle donné en exemple de référence. Donc la **France** continue à végéter sur l'acquis.

Avec **9 lettres en plus d'un an** à vos services, et bien-plus aux ministres concernés ou leur multi-assistances, on ne pourra pas dire que vous n'avez pas été avertie. Je vous garanti que le dossier transmis aux rédactions pré-citées, fera sonner l'heure de la fin de votre présence à l'**Élysée**.

**Chère Madame le Chef de Cabinet**, votre suffisance étant l'égale de votre médiocrité dans vos manières de considérer les français, le **Chef de l'État** saura prendre bonnes mesures, comme déjà suggéré dans une de mes lettres. **Je vous accuse de la lui avoir escamotée.**

**Chère Madame le Chef de Cabinet**, croyez en l'assurance de mes plus profonds regrets, mais la **France** n'a plus besoin de subir longtemps une personne de votre engeance en fonction.

Bien que ne respectant que des gens à leur place, ou sans votre attitude pitoyable, croyez en mes **adieux** les plus respectueux.

**Richard BADO.**